Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 93 (1948)
Heft: 4

Artikel: La liaison infanterie-artillerie
Autor: Nicolas, D.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342368

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La liaison infanterie-artillerie

Les mêmes sujets tracassent, aux mêmes époques, toutes les armées. Nous venons personnellement d'en acquérir une nouvelle fois la preuve à propos de la collaboration de l'infanterie et de l'artillerie.

On pourrait croire que la liaison des deux armes — qui a fait couler pas peu d'encre depuis l'invention des bombardes — a été définitivement résolue, il y a fort longtemps déjà. Sans réfléchir plus outre, on inclinerait très vite à penser qu'elle ne possède plus d'inconnue et que, partant, elle ne constitue plus un problème.

Pourtant, au cours du « service actif », la conviction nous avait gagné que les progrès de la technique de la transformation des procédés de lutte qui en résultaient, avaient fait renaître ce problème séculaire dans notre armée en en modifiant les données. Elle nous avait incité à le « repenser ». Ayant abouti à la conclusion qu'il convenait de lui trouver, notamment dans le domaine de la formation des cadres, de nouvelles solutions, conformes aux particularités modernes de notre défense nationale, nous en avions fait l'objet d'une étude, que nous avions soumise au jugement de quelques-uns de nos dirigeants militaires.

Quelques mois plus tard, les hasards de nos lectures nous faisaient découvrir que, vers la fin des hostilités, des soucis identiques avaient bouillonné dans une des meilleures divisions

de la 1re Armée française et qu'ils avaient suscité une enquête « à la Gallup » auprès de ses cadres combattants. Ainsi, la pratique de six ans de guerre n'était pas plus parvenue que notre mobilisation à épuiser ce thème.

L'examen français vaut, à nos yeux, d'autant plus qu'il ne se compose point, comme notre dissertation, de considérations théoriques, nées dans le calme et dans l'abstraction d'un cabinet de travail. Effectué en pleine bagarre, son questionnaire et ses réponses palpitent encore des expériences sanglantes que firent leurs auteurs au feu. Il témoigne directement, sans fard, des besoins de la bataille. A ce titre-là, il nous intéresse au premier chef. Il nous permet de confronter nos conceptions avec les réalités du combat, compte tenu des conditions très spéciales de notre armée, dérivant essentiellement de sa faiblesse numérique et matérielle et de la nature du terrain dans lequel elle serait appelée à se battre. Il nous apporte une typique confirmation de la pertinence de nos préoccupations. Il nous démontre par surcroît que la résurrection de ce sujet, loin de singulariser les leçons de notre mobilisation, représente un phénomène universel qui découle de l'évolution même de l'art militaire.

Ce n'est point, comme on aurait pu logiquement s'y attendre, que la mécanisation de la guerre ait fait définitivement accrocher la doctrine de la liaison de l'infanterie et de l'artillerie à la panoplie des théories surannées. Ni les chars, ni les avions, n'ont réussi à infirmer ou à rapetisser la nécessité qu'éprouve le fantassin à se voir soutenu *au plus près* par les obus de l'artilleur. Cette nécessité est devenue, au contraire — si paradoxal qu'il en paraisse de nos jours, puisque les blindés n'avaient été créés naguère que pour pallier à la faillite du secours direct des canons — plus impérieuse que jamais. Le moindre des récits guerriers le proclame sans conteste.

Les investigations présentes se gardent bien par conséquent de toucher, de quelque façon que ce soit, au principe même de la collaboration des deux armes. Elles s'attaquent uniquement

à sa réalisation ; elles veulent accroître l'efficacité de l'appui des feux dans l'espace comme dans le temps. Il s'agit, en bref, de comprimer le plus possible les délais et les intervalles morts pour fournir une aide immédiate aux troupes de l'avant et leur permettre d'en bénéficier au maximum.

La soudaine réapparition de ce problème de liaison sur les chantiers de l'actualité militaire procède de causes aussi multiples que diverses.

C'est tout d'abord, dans notre armée, le fait, qui nous avait frappé tout au long du « service actif », que, en dépit de l'enseignement donné dans nos écoles de cadres, la conjugaison des actions du fantassin et de l'artilleur s'effectue en vérité au niveau du bataillon, beaucoup plus qu'à celui du régiment. La théorie dut céder là à la réalité. Malgré l'avis des professeurs, la prétendue arme du « régimentier » passait aux mains des majors dans la plupart des circonstances. La pratique avait fait craquer, sauter le dogme scolaire, dès qu'il avait fallu quitter les thèmes d'exercice pour se colleter avec les difficultés de sa mission afin de concrétiser à l'échelon tactique les conceptions stratégiques de notre défensive.

En effet, la grandeur des fronts régimentaires, le compartimentage extrême de notre terrain sur les champs de bataille que nous aménagions, l'ajustage des feux au plus proche des positions ou des équipes de choc, le choix précis du moment opportun pour le déclanchement des tirs, ainsi que l'obligation d'agir vite, sans aucune perte de temps, à l'instant décisif, empêchent en vérité le commandant de régiment de manier les foudres de son artillerie, tel qu'on le lui avait appris. Ils le condamnent à accorder une très grande autonomie à ses chefs de bataillon. Seuls ces derniers, dans la majorité des situations, partagent encore avec les exécutants le privilège de pouvoir observer leur zone de combat directement et d'assez près pour discerner à coup sûr toutes les fluctuations du front de bataille. Ils se trouvent, lorsqu'on s'élève dans la hiérarchie, le plus souvent à l'ultime grade où le chef puisse prétendre mener

encore sa manœuvre — qu'elle se compose de feux ou de mouvement — entièrement à la vue. Seuls en définitive, si l'on entend exclure les sous-ordres, ils possèdent l'aptitude de fixer, exactement et à tout instant, où et quand le canonnier doit tirer. Mais eux aussi, n'y parviennent point toujours et se voient contraints de déléguer alors leur compétence encore plus bas en se fiant à la science et à l'initiative de leurs capitaines.

La conventionnelle « demande des feux », que le subordonné était tenu d'adresser au commandant du régiment, selon une tradition bien établie, tombe de même généralement. L'accroissement des délais qu'elle implique, joint à la complication et à la vulnérabilité des transmissions qu'elle provoque, la rend incompatible avec la cadence que peuvent prendre les opérations à l'ère de la guerre mécanisée.

La liaison infanterie-artillerie, presque à chaque fois que l'on appliquait les cas de notre défense nationale, dégringolait ainsi — *volens, nolens* — d'un degré au minimum à l'échelle des responsabilités.

On pourrait être tenté, au prime aspect, de limiter la signification de cette expérience en alléguant qu'elle ne concerne que les situations très spéciales, sinon extraordinaires comme le Réduit, qui furent le lot de notre troupe durant le dernier conflit mondial ; qu'elle ne vaut que pour la défensive et non pour l'offensive ; qu'elle ne saurait convenir d'aucune façon à toutes les éventualités de la guerre ; que sais-je encore ? Tout en reconnaissant le bien-fondé du fait particulier, on lui refuserait le crédit de l'ériger en règle.

Voire ! La disproportion numérique de notre armée en face d'un de nos agresseurs possibles, l'énorme suprématie matérielle dont il jouira, notamment en aviation, grèveront dorénavant, et de plus en plus, le budget de notre stratégie. Nos milices, pour conserver quelque chance de succès lors du choc suprême, seront placées sans cesse à l'avenir dans la nécessité d'obtenir *au préalable* un affaiblissement considérable du

potentiel ennemi. Elles n'auront que la ressource de gripper la machine de guerre adverse par l'utilisation raffinée d'un terrain difficile, couvert, coupé, mais qui lui imposera par contrecoup, inévitablement, la fragmentation du commandement. Aucun de nos systèmes défensifs ne s'affranchira plus de ces hypothèques.

Les corollaires sont aussi là, inéluctables dans leur rigoureux enchaînement. Il ne reste qu'à les admettre sur le plan général. Nos actes nous suivent, dirait Bourget. Rien ne sert de se regimber contre eux au nom de quelque principe-tabou sur les prérogatives et les devoirs des chefs supérieurs dans la conduite des opérations.

Le commandant du régiment n'éprouvera certes aucune difficulté à dispenser, comme par le passé, l'aide de ses bouches à feux à ses bataillons et à la doser en fonction de leurs missions. Il continuera de même à disposer encore éventuellement ses batteries de sorte qu'elles puissent profiter, le cas échéant, à deux d'entre eux. Mais là, neuf fois sur dix, s'arrêtera son rôle aujourd'hui ou demain. Il ne *pourra pas* faire plus. Il doit renoncer à l'idée qu'il pourrait intervenir à brûle-pourpoint dans le combat pour en influencer le cours à bon escient par des salves d'obus, opportunément et bien placées. Cette tâche, il devra normalement l'abandonner à ses commandants de bataillon, voire à des chefs plus près même de la ligne de bataille.

En vain s'évertuait-on à arrêter cette décentralisation naturelle en tentant d'ergoter plus loin sur l'ultime argument de la faiblesse de notre artillerie, qui semblait justifier — en théorie — la concentration des moyens à l'échelon le plus haut du commandant.

Puisque l'efficacité maximum des feux seuls compte en définitive, ce sont notre stratégie et notre terrain qui dictent, impitoyablement, sans réplique, leur loi à la tactique de notre défense.

Comprenons-nous bien. La thèse que nous venons d'étayer

n'entend nullement préconiser l'éparpillement des canons et réfuter les mérites de la densité des tirs. Une telle conclusion contredirait l'évolution de la guerre. On persistera, comme devant, à rechercher les effets de masse. Seule la direction de la manœuvre des feux se décentralisera pour les missions d'appui direct, autrement dit pour quasi toutes les tâches de notre maigre artillerie. Au lieu de demeurer l'apanage du commandant de régiment, elle cascadera vers l'avant jusqu'aux chefs qui peuvent voir. A eux de juger. Peu importe même leur grade. Le colonel ne saurait pas s'approcher autant. Les autres servitudes de son commandement riveront son P. C. à une distance plus grande du front. On ne prétend pas, non plus, lui demander le don de l'ubiquité pour qu'il soit présent, simultanément, dans tous les petits quartiers de son secteur. Considérons sans cesse, en outre, que le combat se déroulera maintes fois de nuit ou par de mauvaises circonstances atmosphériques et, toujours, au milieu des fumées des explosions et des brouillards artificiels qui borneront singulièrement le champ des observatoires.

Comment, aveugle, pourrait-il même apprécier l'urgence des tirs qui lui seront demandés, s'il s'obstinait à vouloir se réserver la haute main sur son artillerie ? Les accordera-t-il à celui qui geint le plus ou qui clame le plus fort au secours ?

Aucun doute ne subsiste. Dans la défense, le commandant de régiment installe encore ses canons — à moins qu'il ne se contente, plus simplement, de les répartir — mais, sauf cas exceptionnels, il n'en commande plus jamais les feux dans les missions d'appui direct.

Des causes analogues ont produit des effets identiques dans le domaine de l'offensive. Ici également, notre haut-commandement, quelles que soient sa fougue et sa détermination d'en découdre, doit tabler beaucoup plus sur les possibilités que sur ses désirs. L'essor de la technique et des grandes nations ont amenuisé fortement, par comparaison, le pouvoir offensif de notre armée. Dans le rapport des forces et des armements le

plus favorable que l'on ose prévoir, une attaque de grand style, où l'armée suisse entière marcherait (c'est bien le mot !) à la rencontre de l'envahisseur dans l'espoir de le battre à plate couture en rase campagne, ne se laisse, de sang-froid, plus concevoir. A moins de courir au suicide, à l'hécatombe ! L'ennemi bénéficiera sur nous, non seulement de la suprématie du nombre et de la puissance matérielle, mais encore de la prépotence de la mobilité. C'est beaucoup ; c'est trop.

Nous n'aurons quelque aubaine de succès que s'il ne recouvre pas les loisirs de se ressaisir à temps pour parer notre estocade. N'oublions pas à ce propos le caractère foudroyant de la riposte aérienne.

La rapidité primera. Il faudra agir vite, très vite. Les déplacements, la mise en position des armes de soutien, la concentration des moyens de choc dans une base d'attaque, l'assaut même en somme, devront s'accomplir avant que l'adversaire ait décelé nos intentions. Sinon, il nous préviendra chaque fois et nos velléités offensives avorteront en germe, pulvérisées par les tapis de bombes, ou finiront par s'écraser contre une muraille de fer et de feu, qu'elles n'auront pas la vigueur de percer. A quel point le maintien du secret est aléatoire pendant une assez longue période sous la maîtrise absolue de l'air par l'ennemi, il n'y a nul besoin d'être grand clerc pour se l'imaginer. Voilà pourquoi il nous faut chasser l'illusion que nous pourrions rameuter un gros corps de bataille pour une opération de vaste envergure. Le facteur de la célérité, peut-être même plus que l'aviation, a priori, nous l'interdira.

Gardons-nous de vouloir nier une semblable évidence en agitant l'exemple du dernier soubresaut allemand dans les Ardennes en novembre 1944 et en l'extrapolant pour l'adapter à nos possibilités. Comparaison n'est point raison. La longueur du front allié du Jura à la Mer du Nord, l'ampleur de la forêt ardennaise, la mobilité d'une armée entièrement motorisée et mécanisée offrent tellement de différences avec les conditions

de notre défense nationale que nous ne pouvons extraire de cette aventure aucune indication positive sur notre capacité offensive et qu'il nous faut perdre l'espoir que nous parviendrions à l'imiter dans son importance. Du reste, rappelons-nous la tragédie de sa fin, lorsque le premier moment de la surprise fut passé et lorsqu'elle déboucha dans des régions plus faciles. Ce dernier point représente aussi une des leçons de la Campagne d'Italie : les unités de montagne — si proches par leur armement du type de nos troupes ! — n'avaient pas le droit, quel que fût leur soutien en canons et en avions, de sortir de leurs zones de prédestination pour s'élancer dans les vallées, parce que, dépourvues de blindés, elles y eussent été à la merci de la puissance mécanisée des réactions adverses. Resterions-nous sourds à ces leçons et aurions-nous l'outrecuidance de croire que nous ferions plus et mieux, sans chars, sans avions et avec notre faible artillerie ? Ne surestimons pas nos facultés. Préservons-nous de toute démesure ou, pis, de la folie des grandeurs, en méditant la sagesse désabusée de la maxime que nous donne le Larousse lui-même : « Encore importe-t-il que l'offensive soit rendue possible par la nature et le nombre des moyens matériels dont on dispose, ainsi que par la façon de les mettre en œuvre. »

L'agressivité de nos troupes, vu les courts délais et la supériorité ennemie, ne pourra se traduire au mieux que par des attaques restreintes, étroitement serrées dans la portée de leurs objectifs, dans leurs durées, dans les effectifs entrant en jeu ; et elle n'arrivera à s'affirmer que dans les terrains qui limiteront la violence de la réplique adverse.

Nos attaques prendront ainsi inévitablement la tournure des « coups de main », où, pour conquérir une surprise et un avantage éphémères, on recourra tantôt à des stratagèmes et tantôt à une véritable débauche de munitions. Ruse ou force, telle sera l'alternative que le responsable devra trancher à chaque fois ; les deux facteurs ne s'excluent toutefois pas d'une manière absolue ; aussi pourra-t-il à volonté nuancer sa

décision pour les doser et les combiner avec un art savant dans son plan de combat.

La brièveté de ces bottes sera précédée ou suivie de longues périodes d'attente, pendant lesquelles les chefs pratiqueront l'affût pour saisir au vol et utiliser à fond toutes les occasions propices, même les plus fugaces qui se présenteraient à leur portée.

Notre stratégie et notre tactique offensives, unissant leurs possibilités et s'alliant à notre combativité, nous acheminent, dans l'acception très large des termes, à la guerre des embuscades et des coups de main.

Ce dernier genre d'opérations est, par malheur pour nous, justement celui qui demande les préparatifs les plus poussés, le montage le plus minutieux pour que les troupes de choc se trouvent en posture d'exploiter instantanément la surprise de la ruse ou les effets des feux. Dans la manœuvre de vive force, spécialement, il faudra faire concorder avec une extrême rigueur, en minimisant les marges de sécurité, les averses des projectiles et les temps de la progression. Il faudra encore que les gerbes d'obus et de balles plaquent sur les positions ennemies ; une seule résistance non repérée ou mal combattue risquerait de compromettre le succès par les retards qu'elle provoquera. Tir au plus près de nos équipes d'assaut ; tir au plus juste sur l'adversaire ! Aucune autre action de guerre ne se base autant sur la précision du fonctionnement de chacun de ses rouages et sur une connaissance aussi détaillée et exacte de l'ennemi.

Ces deux qualités conditionnent la réussite au même titre que la rapidité. Mais précision et vitesse s'opposent presque toujours et se contredisent souvent. Nouveau dilemme — et cette fois, terrible ! — pour le chef : il ne peut se priver ni de l'une, ni de l'autre sous peine de la catastrophe. Comment concilier leur désaccord foncier ? Bandant son esprit inventif, il n'aura pas trop de toute sa science et de toute son habileté pour découvrir, même hors des chemins battus, les méthodes,

voire les trucs du métier qui lui permettront d'obtenir que sa hâte ne vienne point gâcher le déroulement de sa manœuvre.

Il s'apercevra très vite à ce propos, ou bien il l'apprendra tôt dans l'amertume de quelque échec cuisant, que les renseignements filtrent très mal et trop lentement du front jusqu'à son P. C. ; qu'il ne saurait se fier entièrement à ceux qu'il possède, à l'instant choisi, pour agencer, comme il le faut, le coup de main qu'il a décidé ; que si, lui, possède en général une meilleure vue d'ensemble, les combattants de l'avant, eux, sont mieux à même d'apprécier la conjoncture réelle, momentanée, d'une situation toujours changeante et d'estimer à leur prix les obstacles de tout genre qu'ils rencontreront dans l'accomplissement de leur mission, que ce soit du fait de l'ennemi (ses forces, leur nature, la localisation de leurs positions, la variété des armes ou des moyens, la présence et la valeur des travaux de fortification, l'existence d'obstacles artificiels, de champs de mines, etc.) ou du fait des circonstances topographiques et atmosphériques, qui influencent, plus qu'on ne l'envisage en paix, la marche des opérations (praticabilité du terrain, des cheminements, des agglomérations, état des couverts, etc.). Songeons, au sujet de ces dernières, non seulement aux conséquences du mauvais temps, mais encore aux effets des bombardements. Les dévastations, dans la zone de l'attaque, resteront toujours mal connues aux échelons supérieurs du commandement ; elles s'additionnent aux intempéries pour multiplier les difficultés des exécutants.

Cet imposant faisceau de considérations indique, sans aucun doute, que la collaboration de notre artilleur et de notre fantassin ne peut se régler dans son détail que tout devant, aussi bien avant le démarrage que pendant le développement de l'attaque. Le chef, certes, doit être aussi en avant. Le commandant de régiment, comme dans la défense, ne saurait toutefois l'être assez pour satisfaire à ces exigences. Et il ne peut pas se trouver partout à la fois, là où il le faudrait, là où il peut voir, là où il doit voir. La course à la montre qu'il livre,

jointe au cloisonnement de notre terrain tourmenté, jointe aux besoins de la précision, l'oblige à décentraliser la conduite des feux, quel que soit l'ordre de grandeur des effectifs engagés, en supprimant tous les intermédiaires qui menaceraient de freiner tant soit peu la rapidité de l'exécution ou de laisser subsister quelque flottement dans la coopération des armes.

Mais n'irions-nous pas un peu vite en besogne ? Le petit subordonné, que l'on charge si allégrement de nouvelles responsabilités, ne ployera-t-il pas sous leur faix ? Est-il vraiment fondé à juger, en n'importe quelle occasion et en toute connaissance de cause, de l'emploi de l'artillerie ? Cette méthode ne favorisera-t-elle pas un gaspillage inconsidéré de munitions sur des objectifs qui « n'en valent pas la peine » ? De plus, si plusieurs des protégés s'avisaient à la même minute de réclamer l'appui des gros calibres, qui arbitrera et établira le code de la nécessité et de l'urgence des feux ? Cette sentence ne doit-elle pas rester du ressort du commandant de régiment ?

Il s'agit tout d'abord d'une pure affaire d'instruction ; il suffirait d'initier très tôt, et surtout pratiquement par des exercices à tirs réels, nos jeunes cadres aux arcanes de ce problème de liaison. Les difficultés disparaîtraient du même coup. Ensuite, comment le « régimentier » discriminerait-il la valeur des diverses requêtes de tir ? Croit-on qu'après s'être résolu au va-tout il lésinerait encore sur l'assistance qu'il entend prêter à ses troupes de choc ? Que, sommé de tenir ses promesses, il muserait encore — alors que seule l'action compte à cet instant — à disputailler de l'utilité de telle ou telle salve ? De même, il n'a guère besoin d'appréhender les conflits d'intérêts qui pourraient surgir parfois entre ses subordonnés de la simultanéité de leurs appels à l'aide ; outre que rien ne l'empêchera jamais de faire acte d'autorité pour les apaiser, il faut reconnaître que la fréquence de semblables cas est devenue extrêmement faible, grâce à la maniabilité des pièces modernes qui, permettant le transport quasi instantané des feux, donne la possibilité à l'artilleur de jongler littéralement avec les

rafales de ses obus pour répondre à tous les désirs des combattants. Car la violence des tirs importe plus que leur durée.

Aucun inconvénient majeur ne s'oppose, en conséquence, à ce que les liaisons s'établissent directement des premières vagues de l'attaque aux batteries, de façon que le canonnier, libéré de toute entrave et tirant à grande volée, ne soit plus hanté que par un seul souci : celui de combler dans les plus brefs délais les demandes des fantassins. Il sait que chaque minute gagnée à ce moment constitue, en même temps que sa précision, un enjeu de vie ou de mort pour eux et, pour tous, un des garants du succès.

Nous constatons ainsi que, dans le genre si particulier des offensives que nous pourrions lancer, la collaboration de l'infanterie et de l'artillerie se réalisera à un degré de la hiérarchie encore plus bas que dans notre défensive.

* * *

Toutes les objections s'effondrent. Il faut nous rendre à l'évidence. La décentralisation qui nous avait frappé dans le domaine de la liaison des deux grandes armes combattantes n'avait pas été engendrée uniquement par les conditions de notre dernier « service actif ». Elle représente, non un phénomène fortuit, mais une *mutation définitive de nos procédés tactiques qui s'applique à toutes les formes de notre Défense nationale.* Désormais, ce sera aux bataillons, ou aux compagnies, qu'incombera, dans la règle, la responsabilité de conjuguer les œuvres de l'artilleur et du fantassin. Le commandant du régiment, comme cela est advenu déjà plusieurs fois dans l'histoire (par exemple, lorsque les mitrailleurs émigrèrent des hauteurs régimentaires pour s'incorporer dans les bataillons) a dû, sous la pression de l'évolution guerrière, transmettre, une fois pour toutes, le flambeau et la consigne de l'artillerie à ses subordonnés.

Telles sont les nouvelles données, spécifiquement suisses, de ce problème tactique. En avons-nous tiré les enseignements nécessaires pour la préparation de notre armée et spécialement pour la formation de nos officiers ? Pas encore, ou beaucoup trop peu, tout au moins en fait. On conviendra, en effet, que notre seul cours d'instruction pratique inter-armes, le « cours de tir combiné », est dépassé par cette transformation. Conçu jadis pour les futurs commandants de régiment, il survient beaucoup trop tard actuellement dans l'apprentissage du commandement pour être vraiment profitable. Il n'instruit, aujourd'hui, plus ceux qui seront chargés de réaliser la collaboration de l'artillerie et du fantassin. Il faillit à sa mission essentielle. Du reste, il ne saurait seul plus suffire, vu l'importance actuelle de l'artillerie.

Mais laissons le soin à nos hautes autorités militaires de réadapter le cycle de la formation de nos chefs aux exigences accrues de la guerre. Voyons à l'étranger.

Nous remarquerons aussitôt, à notre surprise, à cause des prémisses totalement différentes, qu'une évolution, en tous points identiques à la nôtre, s'est produite dans les méthodes de combat des armées belligérantes. La confirmation nous en est administrée par l'axiome que l'Inspecteur de l'artillerie française posait à la fin de 1944 dans un rapport officiel, qui résumait les leçons des plus récentes batailles :

L'expérience d'Italie a prouvé, une fois de plus, que cette liaison n'était efficace et fructueuse que si elle s'exerçait à l'échelon du bataillon. C'est le chef de bataillon qui conduit réellement le combat.

On ne pourrait pas être plus catégorique. Jusque-là, nous aurions volontiers cru que nos milices faisaient œuvre d'originalité en cette matière, puisqu'elles avaient considéré exclusivement les conditions de notre défense nationale, dues à l'infériorité de notre armement, pour s'inspirer de ce principe. Nous découvrons soudain que l'abondance des chars et des avions, comme l'opulence de l'artillerie et des moyens de trans-

mission, n'a pas plus empêché les grandes armées étrangères de se plier à la loi d'une nécessité analogue. Elles ont dû, comme nous, admettre l'impuissance du commandant du régiment et déléguer une partie des fonctions de celui-ci à ses subordonnés.

Voilà qui justifie d'autant plus notre procédé. Nous devons même, sans tarder, déterminer les pourquoi de l'évolution qui s'est produite ailleurs, car, selon toute probabilité, ces motifs vont s'ajouter aux nôtres pour nous obliger à avancer plus loin sur la voie commencée.

Les belligérants, à ce propos, invoquent tous la difficulté de repérer les buts, les aléas et la lenteur des transmissions, l'impossibilité de préciser le contour exact de son propre front dès qu'on se tient tant soit peu à distance de la grosse mêlée, l'importance de la rapidité des réactions lorsqu'il s'agit de soutenir ses troupes en peine. Ces arguments n'offrent point le caractère de l'inédit. Mais, si souvent qu'ils aient été rebattus, ils semblent nettement avoir pris un accent beaucoup plus impérieux que naguère. Pour quelles raisons ? La question, jusqu'à présent, n'a fait que se déplacer. Quelque séduisantes que pouvaient nous apparaître ces premières explications, il nous faut trouver des causes plus profondes.

Nous nous apercevrons bientôt que la fragmentation menue du champ de bataille, ainsi que celle du commandement qui en résulte, est loin de nous être aussi particulière que nous nous le serions imaginé. Cela provient du fait que le défenseur, quels que soient les moyens dont il dispose, recherche toujours par surcroît, pour sa manœuvre, l'appoint d'un terrain malaisé, ne serait-ce que sous la forme de l'utilisation systématique de la contre-pente pour le choix de ses positions.

La longue tragédie de Cassino nous en fournit un exemple saisissant. Les Américains de même, parmi les haies du Bocage normand (dans un pays, par conséquent, qui, tout bien pesé, est infiniment plus facile que la moindre des régions dans lesquelles nous pensons que nous pourrions nous battre) ont dû

reconnaître à leur dam que le combat d'une division ne se livre ni par régiment, ni par bataillon, mais qu'il éclate en une mosaïque d'engagements de *sections indépendantes* et que c'est à l'échelon du lieutenant qu'il faut résoudre tous les problèmes des liaisons inter-armes !

(Voir les enseignements tirés de la bataille de St-Lô par la section historique du Département de la guerre américain.)

(A suivre.)

Lt.-col. E.M.G. D. NICOLAS

des combattants qui avaient acquis une longue expérience au feu, au contact de la terrible réalité de la guerre. La comparaison de l'abondance de ces moyens avec la modestie de ceux dont nous disposons, doit nous procurer matière à amples et — souhaitons-le ! — à salutaires méditations. Contribuant peut-être à nous libérer de certains préjugés ou de quelques illusions tenaces, elle nous fournira une appréciation plus juste de nos forces et de nos possibilités. Nos chefs militaires pourront, en claire connaissance de cause, assigner à leurs troupes des objectifs à la portée de leur pouvoir, en évitant de le surestimer et sans plus se laisser entraver par une arrière-pensée quelconque née d'un complexe d'infériorité.

La troupe, sachant que le but est à sa grandeur, se vouera corps et âme à sa mission de l'atteindre.

Mais la volonté des chefs et l'énergie des subordonnés ne sauraient point encore suffire, si farouches soient-elles. Il faut leur livrer le métier et l'instrument de la réalisation. Notre faiblesse relative exige justement que nous tirions l'efficacité maximum de tous nos moyens.

Voilà pourquoi, parmi toutes les autres améliorations que nous pourrions concevoir, il faut accorder tout son prix au perfectionnement de la collaboration de notre fantassin et de notre artilleur. Voilà pourquoi il faut nous hâter de l'obtenir. Lui aussi est à la mesure de nos moyens. Correspondant au mieux à l'évolution récente des procédés guerriers, il ne contribuera pas peu à renforcer la valeur combative de notre armée.

Lt.-col. E.M.G. D. NICOLAS.

ERRATA

De petites erreurs d'impression s'étaient glissées dans la première partie de cet article, paru dans le N° 4 de notre Revue. Nous vous prions de bien vouloir procéder aux rectifications suivantes :

Page 169, 3e alinéa, 2e ligne, lire : technique *et* la transformation, au lieu de : technique de la transformation.

Page 173, avant-dernier alinéa, première ligne, lire : Puisque l'efficacité maximum des feux seul*e*, au lieu de seuls.